

LA SENTINELLE DES CLUBS

JOURNAL QUOTIDIEN

DES SOCIÉTÉS RÉPUBLICAINES.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

PARIS. — 3 mois, 5 fr. ; 6 mois, 10 fr. ; Un an, 20 fr.
 DÉPARTEMENTS. — 3 mois, 8 fr. ; 6 mois, 16 fr. ; Un an, 32 fr.
 ÉTRANGER. — 3 mois, 10 fr. ; 6 mois, 20 fr. ; Un an, 40 fr.

BUREAUX A PARIS.
 Rue de Cléry, 82.
 S'adresser franco,
 Au Citoyen V. BOUTON,
 CORRESPONDANT A LONDRES,
 W. JEFFS, foreign Bookseller, 15,
 Burlington-Arcade.

APPEL AUX CLUBS.

Citoyens,

Je crois qu'un journal consacré spécialement aux Clubs est nécessaire. Présenter avec ensemble leurs délibérations, exprimer leurs vœux, constater leur action sur l'opinion publique, suivre leurs mouvements et présenter la physionomie fidèle et consciencieuse de leurs débats, telle est la tâche que je me suis imposée. Pour y parvenir j'ai besoin de votre appui, mais ce journal sera le vôtre. Secondez mes efforts, et la puissance que cette feuille acquerra vous sera utile le jour où vous aurez besoin, peut-être, de peser de tout votre poids sur les délibérations de l'Assemblée Constituante.

Victor BOUTON.

Examen des Candidatures.

L'arène va enfin s'ouvrir, mais Paris est divisé. La coterie qui s'agite au boulevard Bonne-Nouvelle cherche à nous imposer une liste de candidats contre laquelle les clubs ont énergiquement protesté. Nous épulcherons cette liste avec soin, sans haine, mais sans crainte. Comment voulez-vous qu'on préfère, par exemple, un Buchez à Lacordaire, un Dornès à Raspail, un Degoussé et tant d'autres à Charles Ledru, à Cabet, à Laroche-jacquelin, à Pierre Leroux, à Cormenin, à tant d'hommes de cœur et de principes ? La classe ouvrière sera en nombre à l'Assemblée. Qu'on le sache, qu'on lise les journaux de province : nous verrons arriver des laborieux, des vigneron, des prolétaires de toute sorte. Que Paris donc n'oublie pas les hommes politiques sérieux ; c'est son devoir : Paris ne l'oubliera pas.

Protestation de L.-A. BLANQUI.

Depuis quelques jours des bruits odieux circulaient dans Paris sur un des hommes les plus dévoués du parti démocratique ; aujourd'hui, la calomnie a pris une forme, un corps : Le ci-devant Taschereau, un des eunuques du parti Barrot, a publié, sous forme de brochure, et la Gazette des Tribunaux a répété, un document soustrait, dit-on, aux dossiers d'un ministère. En attendant des éclaircissements qui font de tout cela une question capitale, nous publions avec empressement la protestation du citoyen L.-A. Blanqui.

Monsieur le Rédacteur,

Une pièce infâme a paru dans la Gazette des Tribunaux. J'y suis désigné d'une manière aussi claire que si mon nom y était articulé, bien qu'il ne le soit pas.

Cette pièce est fabriquée par des ennemis indignes qui se cachent et que je vais démasquer.

Si vous publiez la pièce, je vous prie, Monsieur le rédacteur, d'y joindre le présent billet, afin que le public connaisse la réponse en même temps que l'attaque.

L.-A. BLANQUI.

Paris, ce 1^{er} Avril 1848.

Mesure proposée au citoyen Garnier-Pagès.

Citoyen,

Les mesures financières que vous avez adoptées jusqu'à ce jour, sont critiquées, condamnées comme impolitiques et insuffisantes. Rothschild et la banque vous bernent ; E. de Girardin et compagnie vous sifflent, les autres vous présentent leurs théories, qui dans les sociétés populaires, qui dans les journaux socialistes et politiques ; nous vous avons nous-mêmes touché un mot à ce sujet dans la Voix des Clubs. Il s'agit pourtant de vous tirer de cette position. Mon ami L. vous propose ce moyen : Avisez Rothschild et Girardin, qui se disent hommes pratiques ; avisez aussi quelques socialistes, Vidal, Toussenet et d'autres ; mettez la main dessus, faites-les garder à vue à l'Hôtel-de-Ville ; rassurez leurs amis, leurs familles, leurs actionnaires ; leurs abonnés ; laissez-les mener joyeuse

vie, à leur aise, au son de la musique et de la Marseillaise, au milieu des clameurs patriotiques de l'Hôtel-de-Ville ; mais, pour Dieu, ne les laissez pas sortir de la salle Saint-Jean avant qu'ils n'aient bien débattu, bien élaboré, bien trouvé les moyens de vous sortir de la crise et de faire tomber dans vos coffres UN MILLIARD ! UN MILLIARD ni plus ni moins, entendez-vous.

Faites leur rendre un décret séance tenante, après trente-six heures de travail s'il le faut, et quant ils auront, ces hommes d'Etat, trouvé ce moyen, rendu ce décret, vous lèverez la séance et vous laisserez pénétrer près de Rothschild les banquiers, près de Girardin les boutiquiers, et près de Vidal et de Toussenet les industriels inquiets sur les rapports futurs du capital et du travail.

Vous ne pouvez manquer de capitaux ; vous en regorgerez avec de telles mesures. Les capitalistes, les propriétaires et les industriels grands et petits voudront évidemment faire leur révérence devant les dieux de la finance, de la boutique et du travail.

Ce sera beau ! — mais surtout cela sera efficace. Avisez.

Citoyen Garnier-Pagès vous êtes un homme de probité, de dévouement : sovez homme d'action.

Là est le nœud de la question. Vous faut-il cent, deux cent mille hommes pour appuyer votre acte d'autorité ? Parlez ; Paris descendra dans la rue, et comme un seul homme vous portera sur ses bras jusque sur les marches de l'Hôtel-de-Ville

V. B.

QUI VIVE ?

Nous trouvons de plus en plus étranges la conduite et les idées du National à propos de l'organisation du travail. N'ayant aucun principe, les ayant niés tous, ayant repoussé toute théorie, condamné toute tentative, il marche au milieu du torrent, s'appuyant sur l'Atelier. C'est l'image de ce saint qui sentait fléchir ses jambes sous le fardeau du Christ : l'Atelier est un bâton rompu ; la question du travail, c'est le Christ qui écrase le National.

Si nous connaissions moins la feuille de la rue Lepelletier, à l'endroit des réformes sociales, nous crierions à la naïveté. Le National vante les idées de l'Atelier comme des idées neuves et lumineuses ; et il s'écrie : La matière est intéressante ! en vérité ?

Nous, qui regardons le National comme le nouveau Journal des Débats républicains ; nous qui le connaissons comme le confesseur connaît les défauts d'une vieille bigote, nous ne laisserons pas le National et toute sa rédaction s'épanouir à son aise dans les jouissances du pouvoir ; il y a outrecuidance de sa part à oublier que ses tendances sont connues ; et nous lui déclarons que ses vieilles influences, si pernicieuses aux idées démocratiques sous le système déchu, pourraient, en détournant les esprits de leur véritable but, compromettre l'avenir de la République.

Que le National donne la main à l'Atelier, qui donne la main à Buchez, qui donne la main à Bastide, qui donne la main à Ott, le directeur de la Revue Nationale, qui donne la main à tout ce qu'il y a de plus rétrograde, de plus anti-républicain, de plus anti-révolutionnaire dans le parti démocratique ; que le National, dis-je, se cache aveuglement derrière une faction ennemie de la véritable question du travail, plaise à lui d'être aveugle, mais c'est à nous de l'avertir de ce factice aveuglement.

Remontons l'échelle et disons : Il y a une faction qui demandait, mais qui n'a pu faire triompher le vote à deux degrés, le vote de l'aristocratie, le vote le plus anti-démocratique, le vote qui devait étouffer la République dès son berceau. L'apôtre d'une telle doctrine, d'un tel système, du système à deux degrés, fut le citoyen Ott, qui fonda la Revue Nationale avec Buchez, avec Bastide, ces os des os du National.

Qui a demandé le vote à deux degrés le lendemain de la Révolution, ne voulait pas appeler le peuple à l'exercice de la souveraineté. Qui ne veut pas aujourd'hui de l'organisation du travail, selon les vœux de la classe ouvrière, a peur de la prépondérance des travailleurs dans les affaires de notre pays, et lui dénie indirectement l'aptitude à exercer la souveraineté, à faire entrer les questions sociales dans les débats de notre Constitution.

Tout se tient, tout se lie. Qui vive ? — Rétrogrades ! — Au large !

C'est le cri que je pousse, et je l'applique au National. Nous vanter l'amélioration possible du sort de la classe ouvrière, mettre seulement en doute cette question du travail, c'est mériter notre défiance.

Il est vrai que le National jure ses grands dieux que ce n'est pas lui qui avance cette opinion : c'est, dit-il, l'Atelier. Mais l'Atelier, c'est Buchez, c'est Bastide, c'est le National ; qu'on ne s'y trompe pas. C'est donc logiquement que nous réfutons le National.

Au moment où le Gouvernement provisoire laisse le fardeau du travail sur les épaules de Louis Blanc, vous venez lancer dans les jambes de ce petit Atlas les idées étroites de l'Atelier ? vous n'y pensez pas.

Vous nous présentez l'Atelier comme un prophète ! Buchez comme un révélateur ! Qu'en savez-vous, vous qui n'avez jamais eu que des paroles amères contre tous les socialistes ? Restez dans votre politique ; nous vous permettons de vous poser comme un garde-champêtre au confluent de la Moselle et du Rhin, pour voir si la coalition des rois menace les armées de la République ; mais comme votre propagande n'a jamais éclairé la question du travail, laissez faire ceux qui s'y connaissent, et secouez l'Atelier qui s'accroche à vous comme un noyé, dans cet océan des idées sociales.

Nous nous réservons de mettre demain ou après l'Atelier à sa place. Quant à vous, hommes de la rue Lepelletier, tenez-vous pour avertis : Votre tactique n'échappe pas à notre intelligence ; nous saurons désempiler une à une les mailles qui prétendent paralyser nos mouvements. Nous vous combattons à face découverte : votre influence va de l'Hôtel de Ville au National, du National à l'Atelier, de l'Atelier à vos comités au milieu desquels nous introduirons la lumière. Que les républicains prolétaires nous viennent en aide, nous serons leur avant-garde.

Qui vive ?

BELGIQUE.

Les faits qui viennent de se passer sur la frontière belge sont d'une gravité telle que nous sommes forcés pour être impartial, — impartial seulement, — de demander des explications en ces termes :

Un convoi parti de Paris a été remorqué sur notre territoire par une machine à vapeur et un mécanicien belges. Ce mécanicien avait reçu l'ordre de s'arrêter à la frontière : l'ordre était précis, donné par les autorités françaises, et le mécanicien belge en bravant cet ordre, en poussant, à toute vapeur, au-delà de la frontière, a commis un acte de trahison, d'abord envers la colonne des insurgés qu'il livrait aux bouches à feu, et un acte de violation du droit des gens en venant prendre sur notre territoire des citoyens belges et français qu'il livrait aux mêmes bouches à feu !

Dans l'un et l'autre cas, violation de territoire ou trahison préméditée, le Gouvernement provisoire est sous le coup d'une complicité morale qui émeut Paris entier.

Si le Gouvernement provisoire, qui n'ignorait pas l'arrivée sur la frontière de troupes belges et de pièces d'artillerie chargées à mitraille, a vu son autorité méconnue et sa neutralité violée par la trahison du chef de convoi, nous exigeons de lui une protestation énergique vis-à-vis du Gouvernement du roi Léopold. Il a droit même de réclamer la liberté et la rentrée sur le territoire de citoyens enlevés par force.

Si le Gouvernement provisoire a été assez incapable, assez peu national, assez peu républicain pour laisser briser sa puissance entre les mains de son représentant à la frontière, le citoyen Delescluze, responsable aux yeux de la France injuriée, de la Belgique républicaine trahie, de l'Europe alarmée, le citoyen Delescluze doit être mis immédiatement en accusation.

Nous n'osons pas répéter les cris d'indignation qui partent de toutes les poitrines et qui vont jusqu'à atteindre..... Nous ne dirons pas qui !

Comment se fait-il qu'une seule colonne, déposée à la frontière, ait trouvé par hasard sur son chemin un convoi d'armes dont rien n'autorisait la présence ? Comment cette seconde colonne après avoir été obligée de tourner les fortifications de Lille, dont les portes lui ont été fermées ; après avoir été armée par hasard, — quel hasard : — après avoir pris, forcément, forcément entendez-vous, tel chemin de la frontière, a été reçue par des régiments belges et des décharges d'artillerie ?

Le Gouvernement provisoire est-il assez naïf ou assez cruel pour ignorer ou cacher ce qui se passe à la frontière ? Est-ce qu'il n'y a pas là un imbécile ou un assassin ?

Qu'on nous le dise !

Nous n'entendons point les railleries de l'Indépendance belge. Que ce journal se rassure sur nos intentions : nous n'avons nullement l'envie d'enlever à la nationalité belge sa vie et le fruit de ses efforts. La république serait proclamée sur les bords de la Senne, que nous ne croirions pas la Belgique perdue pour cela.

Mais ce que nous ne savions pas, c'est qu'on insultait, rue de la Montagne-du-Parc, aux sentiments démocratiques du peuple de Paris. L'armée française qui n'a point tirée sur le peuple est digne d'admiration dans tous les pays du monde, et il y a bassesse à exalter, comme l'Indépendance, l'assassinat des citoyens par une milice prise dans les rangs du peuple.

Jusqu'à ce que la conduite du Gouvernement français soit à l'abri du soupçon, nous engageons les citoyens qui s'enrôlent encore aujourd'hui pour la Belgique à ne pas sortir de Paris. Paris a besoin d'eux.

Le Charivari a commis ces jours derniers un article contre Louis Blanc sur la question des travailleurs. Depuis le départ d'Altaroche, ce journal a déjà fait plus d'un faux pas. Le lendemain de la révolution, il était monté à la hauteur des circonstances, et la satire sur ces lèvres était éloquent comme une chanson de Béranger. Que le Charivari ne se perde pas dans l'opinion ; son rôle est beau, qu'il ne le gâte pas. C'est un conseil d'ami que je lui donne.

Accuser Louis Blanc d'être léger, et de vouloir faire triompher ses idées quand même, c'est manquer de tact, c'est ne pas comprendre la position difficile de ce courageux jeune homme, c'est faire acte de mauvais citoyen.

Le Gouvernement provisoire qui n'avait mandat du peuple en armes, c'est-à-dire de l'insurrection, que d'appeler le peuple entier à l'exercice de sa souveraineté, a commencé par se déléguer à lui-même le pouvoir exécutif. Les membres du provisoire, en s'emparant des portefeuilles, ont méconnu le principe qui les portait à la puissance.

Aujourd'hui la Commune de Paris discute l'utilité de rendre au Gouvernement provisoire son unité d'action. Elle reconnaît qu'en s'emparant du pouvoir exécutif, nos hommes d'état se sont chargés d'un fardeau qui leur pèse... Ils sont fatigués ! vraiment ?

La Commune prévoit un remaniement, soyez sûrs que la chose arrivera demain.

Mais ce n'est pas aujourd'hui, c'était le jour où ils se sont partagés les portefeuilles qu'il fallait protester, au nom du principe, contre cet acte commis en dehors de la souveraineté. Il fallait les avertir qu'ils osaient audacieusement ce que n'osa jamais gouvernement provisoire d'aucun temps, d'aucun pays.

CLUBS DE PARIS.

Le corps d'état des ouvriers cuisiniers vient d'avoir sa réunion préparatoire pour nommer un candidat à l'Assemblée nationale.

L'unanimité des suffrages a porté le citoyen Flotte à la candidature, et nous reproduisons la profession de foi de cet énergique citoyen qui a consacré sa vie à la défense des principes républicains.

Citoyens et Frères,

Je vous demande vos suffrages pour l'Assemblée nationale.

Vous connaissez mon drapeau : c'est celui de l'Egalité et de la Fraternité ! Voici quinze ans que je le porte au milieu de vous.

Je suis tombé cinq fois en combattant pour lui, et vos armes viennent à peine de briser les portes de mon cachot.

Pour moi, la fraternité n'est pas une vaine formule. Libre ou captif, je l'ai pratiquée d'une volonté inflexible. Il faut aujourd'hui qu'elle vienne une réalité.

Point de faux-foyers ! point de phrases creuses ! Les travailleurs sont esclaves de la faim. Il s'agit de les affranchir par le bien-être, et de les affranchir sans délai. J'ai combattu et je combattrai tant que l'existence du peuple ne sera pas garantie.

Amis, j'ai souffert et je souffre avec vous, comme vous. Confiez-moi votre cause, et vous entendrez ma voix crier, avec une énergie croissante : Arrière l'intrigue ! place au peuple !

FLOTTE.

Société Républicaine du Faubourg St-Denis.

Le citoyen Maillard monte au fauteuil, et déclare la séance ouverte. Le citoyen Dambel donne lecture du procès-verbal de la précédente séance ; il est adopté avec une modification présentée par le citoyen Laroneaux.

Le citoyen Maillard. — Nous avons à nous occuper des divers candidats qui se présentent pour l'Assemblée nationale ; c'est à quoi nous allons procéder sans désespérer. Nous avons nommé cinq délégués qui doivent se rendre au comité central des clubs, pour y présenter les trente-quatre noms que nous aurons choisis. Maintenant, citoyens, ne portons que des noms républicains sur nos listes, et connus et éprouvés, pour que nos candidats soient aussi les candidats des autres clubs.

Quand notre comité central aura choisi, parmi toutes les candidatures présentées par les délégués des clubs, trente-quatre citoyens dignes du vote populaire et que nous aurons ratifié ces choix dans tous les clubs et sociétés de la Seine, il faudra, citoyens, comme de vrais républicains doivent le faire, voter tous comme un seul homme, car le salut de la République, le salut de la patrie en dépend.

Remarquez bien, citoyens, que si nous nous divisons, que si nous votons par coterie, pour tel ou tel homme plutôt que pour tel ou tel autre, parce que nous avons une prévention personnelle contre cet autre, nous assumerons sur nos têtes une responsabilité énorme, en faisant courir au pays le danger d'une conflagration générale, d'une guerre civile des plus sanglantes. Oui, nous tous, qui sommes républicains, car je me plais à croire que nous sommes tous républicains dans cette assemblée, nous tous, dis-je, nous courrions aux armes si une assemblée menteuse aux yeux du pays venait mettre en question l'existence de la République. Eh bien ! il faut éviter ce danger ; il faut ménager le sang de la nation, et, pour cela, citoyens, il n'y a qu'un moyen, un seul, celui de voter tous pour les trente-quatre citoyens qui auront été jugés plus dignes et plus capables de représenter le cœur et la tête de la France.

Si j'insiste sur ce point, c'est qu'il est nécessaire de bien nous entendre et bien resserrer nos rangs de républicains pour qu'au milieu de nous ne se glissent pas, à l'ombre de notre patriotisme, quelques-uns de ces tristes citoyens qui ont servi tous les régimes, adulté tous les pouvoirs, et qui viennent aujourd'hui accuser le peuple qu'ils ont exploité si longtemps.

Il nous faut voter comme un seul homme, nous autres républicains, car tout ce qui n'est pas républicain, tout ce qui tenait de près ou de loin au système de la corruption ou du vol, tous ceux-là voteront d'une seule voix et nous enverront à l'Assemblée nationale des ennemis de la nation, des ennemis de la République.

Nous sommes à Paris 400,000 républicains, que ces 400,000 voix ne portent que les 34 mêmes noms et la République est sauvée ; mais si nous nous divisons, malheur, malheur, car la minorité fera passer ses élus, et 45,000 voix monarchiques étoufferont les 400,000 voix républicaines (acclamations).

Le citoyen David. — Quand se réuniront nos délégués ?

Le citoyen Maillard. — Les délégués doivent se réunir demain à 7 heures aux délégués des autres clubs. Maintenant, je vais suspendre la séance pour donner le temps au secrétaire de dépouiller les listes des candidats que vous avez remises sur le bureau.

Le citoyen Dambel. — Il résulte du dépouillement des listes 126 candidats pour la députation de la Seine.

Le citoyen Maillard. — Nous allons voter immédiatement. J'invite le citoyen secrétaire à nous appeler les noms des candidats.

Après des débats, auxquels ont pris part divers orateurs, la société a accepté comme candidats à la députation, les citoyens Arago (Français), Albert, Louis Blanc, Béranger, Barbès, Crémieux, Cavaignac, Courtais, Cormenin, Dupont (de l'Eure), Garnier-Pagès, Lamartine, Ledru-Rollin, Pierre Leroux, Martin Bernard, Félix Piat, Bethmont, Carnot, Lagrange, Lamieussens, Jean Reynaud, Maillard, Quignot, Quinet, Flocon, Laponneraye.

Les citoyens Nantier et Dufraisse, nos délégués au comité central des clubs, on ensuite fait part de la décision prise par le comité de n'admettre que les délégués qui

adhéreraient à la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, de 1793, et qui signeraient cette déclaration ; les citoyens Nantier et Dufraisse ayant satisfait à cette décision demandent formellement que l'assemblée soit mise en demeure de se prononcer sur ce fait.

Par vote unanime et explicite, l'assemblée a déclaré non seulement sanctionner la conduite de ses délégués, mais encore adopter comme la profession de foi de la société elle-même cette immortelle déclaration.

Sur la demande du comité central, l'assemblée a décidé que deux de ses membres, les citoyens Vénus-Avos et Gozart seraient envoyés dans les départements de l'Aisne et du Loiret, pour y travailler les esprits par une propagande républicaine, active et révolutionnaire. Voici le discours prononcé par le citoyen Lamieussens à ce sujet.

Citoyens, c'est une mission très-grande que celle d'aller répandre dans les campagnes les vérités ; or l'Evangile républicain, c'est un apostolat. Aussi, consultez vos frères pour ne pas tenter d'entreprendre une tâche au-dessus d'eux ; car il ne faut pas que l'on puisse dire que les missionnaires républicains envoyés par la société républicaine du faubourg Saint-Denis, n'étaient pas à la hauteur de la mission sainte qui leur était confiée.

Il faut donc savoir avant tout ce que c'est que la République, quelle est la République que nous venons de fonder ? car il y a des républiques pires que des monarchies, c'est ce qu'il faut bien comprendre, bien sentir, citoyens.

Il faut ensuite parler le langage de ceux à qui l'on s'adresse, voir quels sont les hommes intelligents du pays qui peuvent servir d'agents révolutionnaires, et former un noyau de ces gens intelligents qui iront propager les idées républicaines.

Il faut bien leur persuader que la République est le vrai gouvernement du peuple, que c'est le seul gouvernement à bon marché ; que la République ne veut pas prélever l'impôt sur la sueur du peuple, mais seulement sur le superflu du riche, car l'impôt de la République sera l'impôt progressif.

Si l'on vous demande ce que c'est que l'impôt progressif, vous répondrez : L'impôt progressif est celui qui, admettant un minimum de fortune nécessaire à nourrir son détenteur, n'atteint pas le minimum, mais qui partant de là, atteint tout ce qui dépasse ce minimum dans une proportion croissante ; ainsi vous direz, par exemple, celui qui n'a que 1,000 francs de revenus ne paiera rien ; celui qui a 2,000 francs, paiera 100 fr. ; celui qui a 3,000 francs, paiera 300 francs ; celui qui a 4,000 francs, paiera 500 francs ; de telle sorte que plus un individu sera riche, plus il sera atteint par l'impôt. Vous comprenez, citoyens, quelle est l'importance de faire connaître aux artisans, aux travailleurs, la valeur de l'impôt progressif.

Il faut aussi, citoyens, que le paysan, toujours pressuré par l'usure, sache que sous la République l'usure n'existera plus, parce que la République, d'une main maternelle, viendra au secours de ses enfants. L'Etat remplacera les usuriers.

Il faut que chacun sache aussi que la République ne veut pas que des citoyens meurent de faim et de misère à côté d'autres citoyens gorgés d'or et de richesses.

En un mot, il faut que vous, missionnaires de la République, possédiez à fond ce catéchisme républicain pour pouvoir aborder toutes les questions qui se rattachent à l'existence de la République.

La Société, en vertu de son règlement, a ensuite procédé à la reconstitution de son bureau.

Les membres sortants ont tous été réélus à l'unanimité.

Salut et Fraternité.

Le Secrétaire, DAMBEL.

Le Gouvernement provisoire a décidé que le bonnet rouge ne ferait partie d'aucun des emblèmes officiels de la République.

Nous allons donner une liste générale des Sociétés Républicaines. Nous prions les présidents de Clubs de nous faire parvenir les heures et les jours exacts de leurs séances.

Nous invitons tous les candidats à envoyer au Journal LA SENTINELLE, des exemplaires de leurs professions de foi.

Le Directeur-Gérant :

V. BOUTON.

Imprimerie de Beaulieu et Maignand, rue Jacques de Brosse, 8.